
Résolution pour l'assemblée générale du GSsA du 15 avril 2018 à Soleure.

MONTRONS AU MONDE NOTRE SAVOIR FAIRE DE NATION PACIFIQUE PLUTÔT QUE BELLIGÉRANTE

Le GSsA réaffirme son rejet fondamental de toute mission militaire à l'étranger. L'interventionnisme, en particulier la « guerre contre le terrorisme », a encouragé le terrorisme, renforcé la course à l'armement et intensifié la répression. La Suisse devrait se focaliser sur l'ONU et la politique de paix plutôt que se mêler des affaires de l'OTAN et des guerres.

Même si ce n'est pas grâce au GSsA, qu'en septembre 2009, il a été possible de contrer l'implication de l'armée suisse dans la mission « Atalanta » de l'UE, au large des côtes somaliennes, le thème des « missions militaires étrangères » semble ne plus être à l'ordre du jour. Nous nous devons d'avoir un rôle formateur et frondeur dans le combat public mais aussi au sein de la gauche pour définitivement renoncer à toute politique externe d'interventions militaires.

Il y a bien vingt ans, lorsque le déploiement des troupes suisses devenait un enjeu politique, le GSsA a dû expliquer que celui-ci avait été fait dans le cadre de la stratégie de l'OTAN de réévaluation l'armée après la guerre froide. Nous avons prédit que le néo-militarisme mondial entraînerait une augmentation des dépenses d'armement, une augmentation des tensions et des conflits, une négligence de la consolidation de la paix civile et une marginalisation de l'ONU. Ce faisant, nous avons souligné que les scénarios de l'OTAN, de l'UE et de l'armée suisse incluaient une protection substantielle des sources et des itinéraires de matières premières et la prévention des flux migratoires. Une des autres raisons de l'intervention suisse à l'étranger était de se donner une nouvelle tâche après la crise existentielle que l'armée a eu après la dissolution du Pacte de Varsovie.

Au lieu des missions militaires à l'étranger, qui sont généralement menées dans le cadre des armées de l'OTAN, nous avons proposé l'expansion de la consolidation de la paix civile, en particulier la prévention des conflits et la restauration après ceux-ci, tout comme l'aide au développement. Nous nous sommes engagés*ées dans la récolte de signatures et dans la campagne de votation pour rejoindre l'ONU.

Les interventions militaires des années 90 ont mené après le 11 septembre à la « guerre contre le terrorisme », et à l'invasion de l'Irak. Le bilan, dans lequel on oublie souvent le renforcement du terrorisme et l'émergence de l'État islamique, est si dévastateur que les partisans des missions militaires à l'étranger ne le commentent jamais. Celles et ceux qui se battent pour la paix et la sécurité des citoyens*ennes et non pas pour un renforcement de l'armée ou leur propres positions en politique, se voient confrontés*ées à la catastrophe globale que la course à l'armement à engendrée ces dix dernières années.

Il y a peut-être un lien entre la nouvelle discussion sur les missions militaires à l'étranger et l'adhésion de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU. Nous sommes ouverts*es à cette nouvelle place, mais seulement si nous la méritons en se montrant solidaires, pas en missionnant des soldats. Pour nous, l'engagement militaire n'est possible que dans le cadre très strict des missions de maintien de la paix de l'ONU, dans lesquelles l'ONU a son mot à dire et s'engage à respecter les droits de l'homme. Pour des raisons similaires, nous nous opposons à l'implication de la Suisse dans les plans militaires d'une UE aussi attachée aux mandats de l'ONU qu'à ceux des États-Unis.

La politique de paix et de sécurité la plus efficace pour la Suisse est d'interdire l'investissement dans les producteurs de matériel de guerre et dans l'exportation d'armes. Fondamentalement, la Suisse se doit, dans un monde où il y a déjà trop de soldats et d'armes, d'être une machine qui pacifie et non un rouleau compresseur au service de la guerre.
